



HEBDO

HUILES USAGÉES : CYCLEVIA VEUT PLACER LA RÉGÉNÉRATION AU CŒUR DE LA FILIÈRE REP

L'éco-organisme de la REP huiles veut doter la France d'une unité de régénération de haute qualité. Objectif : réduire les coûts et assurer un approvisionnement aux metteurs en marché. Pour l'instant, les acteurs de la régénération temporisent.

Au second semestre 2025, la France devrait disposer d'une installation capable de produire des huiles minérales régénérées de grande qualité. Ce projet devrait voir le jour en parallèle de la filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) des huiles lubrifiantes.

En février 2024, Cyclevia avait lancé un appel à projets pour soutenir ce type d'installation. Mais, faute de dossier abouti, l'éco-organisme de la REP huiles lubrifiantes vient de le prolonger jusqu'en septembre prochain. Avec, à la clé, une enveloppe financière augmentée de 50 %.

Vers une production de haute qualité

Le secteur français de la régénération des huiles usées compte deux acteurs en Seine-Maritime : Eco Huile, une filiale d'Aurea, d'une capacité de 125 000 tonnes par an (t/an), et Osilub, une coentreprise de Veolia et Total Lubrifiants, d'une capacité de 120 000 t/an. Leur point commun : produire des huiles régénérées de base (RRBO, selon l'acronyme anglais) dites de « groupe 1 ». Adaptées aux usages industriels, ces huiles n'ont pas les qualités nécessaires pour être incorporées aux lubrifiants destinés aux matériels les plus exigeants, comme les moteurs Euro 5 et 6.

D'où le lancement en février 2024 de l'appel à projets de Cyclevia. Objectif : accompagner l'implantation, en France, d'une unité capable de produire des huiles régénérées de groupes 2 et/ou 3. L'investissement attendu est de l'ordre de 50 millions d'euros (M€), si l'unité complète une installation existante, et de plus de 100 M€ si l'ensemble doit être construit. Initialement, les dossiers devaient être rendus avant fin septembre 2024, pour un examen jusqu'en décembre et la désignation du lauréat en février 2025.

Des acteurs peu enthousiastes

Mais, ce mois-ci, Cyclevia a dû repousser les échéances. Désormais, les dossiers peuvent être remis jusqu'à fin septembre 2025, pour une « phase finale de présentation des projets, début 2026 ». Le soutien financier proposé a aussi été revu à la hausse, passant de 7 à 10,5 M€. « La crise politique déclarée au printemps 2024 a instauré un climat d'affaires peu porteur et une certaine frilosité des entreprises à investir, à court et à moyen termes », justifie Cyclevia.

Aurea avance une autre raison : les huiles de groupe 1 se vendent très bien. « *Les investissements nécessaires à l'amélioration des installations françaises ne se justifient pas* », estime Joël Picard, son président-directeur général.

Osilub n'a pas souhaité répondre à *Actu-Environnement*. Mais il semble que, pour l'instant, Total Lubrifiants, qui détient 35 % de son capital, a d'autres projets. En juillet 2024, le géant pétrolier a racheté le finlandais Tecoil, qui opère sur les rives de la Baltique un site capable de produire 50 000 tonnes de RRBO de haute qualité. Cette acquisition coïncide d'ailleurs avec le lancement par Total Lubrifiants de sa première gamme de lubrifiants intégrant ces huiles régénérées.

Esso porte déjà un projet

Pourtant, Cyclevia insiste et maintien son appel à projets. D'abord, parce que des candidats existent. « *On a reçu des dossiers, on a bon espoir que l'appel à projets soit fructueux* », explique André Zaffiro, son directeur général, ajoutant que son « *conseil d'administration estime qu'il faut persévérer* ».

Parmi les candidats potentiels, un premier s'est manifesté publiquement. En septembre 2024, Esso a annoncé qu'il allait mettre en service l'installation attendue par Cyclevia « *d'ici la seconde moitié de l'année 2025* ». L'unité de reraffinage participe de la reconversion de la raffinerie de Gravenchon (Seine-Maritime) et sera alimentée par des huiles de groupe 1 achetées à Aurea.

Joël Picard rapporte qu'« *Esso a rencontré Cyclevia* », mais, sauf surprise, le groupe pétrolier ne participera pas à l'appel à projets. De son côté, Cyclevia « *salue* » l'initiative et confirme implicitement. L'éco-organisme espère que « *ce nouveau signal incite les autres acteurs du marché à s'engager à leur tour* ». Le projet d'Esso a été monté avant l'appel à projets et son modèle est viable sans le soutien de Cyclevia, explique en substance André Zaffiro.

Réduire les coûts de la REP

L'éco-organisme insiste aussi parce que la demande en RRBO de haute qualité progresse. « *C'est tout nouveau* », constate André Zaffiro, qui explique que la mauvaise image de ces huiles n'est plus de mise. Certains producteurs revendiquent en utiliser, comme Total Lubrifiants, Motul ou Fuchs qui ont développé des gammes spéciales. Et certains constructeurs automobiles « homologuent » ces produits.

Enfin, et surtout, l'éco-organisme insiste parce que ce projet répond aux attentes des metteurs en marché réunis au sein de son conseil d'administration.

En instaurant une REP, les pouvoirs publics ont transféré aux producteurs le coût de la gestion des huiles usagées qui était auparavant facturé aux détenteurs. Et ce coût est d'autant plus important qu'en bout de chaîne les huiles régénérées ont « peu » de valeur. Produire des huiles de groupe 2 ou 3 augmente donc les revenus tirés de la régénération et réduit la facture des metteurs en marché.

Sécuriser l'approvisionnement des metteurs en marché

Le projet répond aussi à une seconde préoccupation des metteurs en marché. En participant au financement de la future installation, ils veulent sécuriser leur approvisionnement en RRBO de grande qualité. Le projet qui sera retenu devra « *faire en sorte que les huiles usagées collectées et régénérées en France restent en France afin d'approvisionner un marché national* », explique sans détour Cyclevia.

Aujourd'hui, les metteurs en marché français s'approvisionnent en huiles de groupe 2 et 3 en Allemagne ou en Italie, et cela, alors que la demande progresse. Ils souhaitent donc que l'installation française s'engage à vendre en France une partie des huiles régénérées, plutôt que de les proposer sur le marché international. Et il

semble bien que ce soit l'un des points les plus difficiles des négociations entre Cyclevia et les potentiels candidats.

Un dispositif optimisé d'un bout à l'autre

Cette approche « nationale » est renforcée par le passage de Cyclevia en mode « opérationnel ». En prenant directement en charge la gestion des huiles (plutôt qu'en soutenant financièrement les opérateurs), l'éco-organisme contrôle directement une partie du gisement français. Il pourra « *en maîtriser la destination* », expliquait-il, en novembre dernier.

C'est d'ailleurs le point central d'une querelle entre Aurea et Cyclevia. Aujourd'hui, l'installation d'Aurea ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité (soit 40 000 tonnes par an), contre le double avant l'instauration de la REP. L'entreprise explique ne pas avoir été retenue comme opérateur par l'éco-organisme, et avoir été privée de certains de ses approvisionnements. Elle ne peut compter que sur sa propre collecte. Ce que réfute Cyclevia, qui explique que la baisse des approvisionnements d'Aurea n'est pas de son fait, puisqu'avec l'approche financière qui a prévalu jusqu'à maintenant, il n'intervient pas dans les relations entre opérateurs.

Cet appel à projets est donc une brique essentielle du modèle de Cyclevia, qui veut déployer une approche globale. Celle-ci part du contrôle d'une partie de l'amont, *via* la collecte opérationnelle, et aboutit, à l'aval, à une garantie d'approvisionnement des metteurs en marché français. « *C'est une réflexion à long terme, pour optimiser le dispositif d'un bout à l'autre de la filière* », résume André Zaffiro.

[Huiles usagées : Cyclevia veut placer la régénération au cœur de la filière REP](#)